Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
14 mars 2005
N°285 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

LE DISCOURS DE BEYROUTH

Hassan Nasrallah : « Vive le Liban uni ! »

Nous reproduisons le discours prononcé par Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, à l'occasion de la manifestation unitaire pour le Liban, qui a rassemblé un million et demi de Libanais à Beyrouth, le 7 mars 2005. Le cheikh redit la reconnaissance des Libanais aux Syriens pour les avoir protégés de l'invasion israélienne, et leur solidarité avec les réfugiés palestiniens. Il rappelle que la paix est revenue sur la base des accords de Taëf et que ceux-ci ne peuvent être remis en cause par la résolution 1559 sans ramener la guerre. Enfin, il en appelle à la France et demande à Jacques Chirac de soutenir le peuple libanais comme il l'a toujours fait.

page 2

John Bolton, un démolisseur à l'ONU

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

La nomination de John Bolton à l'ONU a suscité la consternation dans les chancelleries. Pour Sidney Blumenthal, il n'y a guère de doute sur la mission du nouvel ambassadeur : éliminer Mohammed ElBaradei de la direction de l'AIEA et forcer l'ONU à valider les prochaines aventures militaires. À l'autre bout de l'échiquier, le républicain Nile Gardiner se réjouit de ce que M. Bolton va « secouer » la Commission des Droits de l'homme de Genève et « réformer » l'ONU.

page 8

REPÈRE : 14 MARS 1978

Début de l'invasion du Liban

Suite à de nombreuses attaques palestiniennes sur la frontière, Israël envahit le sud du Liban, le 14 mars 1978, afin d'éliminer les bases de l'OLP. S'appuyant sur son allié marronite local, l'Armée du Liban Sud de Saad Haddad, Tsahal progresse rapidement, poussant devant elle plus de 300 000 réfugiés et faisant des milliers de morts, surtout dans la population civile. De nombreuses exactions et crimes de guerre sont commis tant par Tsahal que l'ALS, ce qui déclenche l'envoi, fin mars, à la demande du Liban, d'une force d'interposition de l'ONU - l'UNIFIL. Celle-ci sera systématiquement harcelée par l'armée israélienne et l'ALS. En Avril 1978 le bombardement d'un campement de casque bleus irlandais fait 8 morts, tandis que'en 1980 l'ALS kidnappe et égorge deux casques bleus. Le *Jerusalem Post* accusera l'Irlande d'être antisémite et pro-palestinienne, justifiant les meurtres. En 1982, les chars israéliens cibleront délibérément les positions de l'UNIFIL qui tentent de s'opposer à leur progression vers Beyrouth. Embourbé au Liban Sud, confronté aux exactions de son allié l'ALS et à la résistance du Hezbollah, Israël ne se retirera du Liban qu'en mai 2000.

LE DOYEN DU SÉNAT U.S. DÉCLENCHE UNE POLÉMIQUE EN COMPARANT BUSH À HITLER

Alors que le *British Medical Journal* vient de publier un dossier demandant une nouvelle étude sur le nombre de morts civiles causées par l'invasion de l'Irak, outre-Atlantique un opposant de la première heure à cette guerre, le doyen du Sénat, Robert Byrd (en photo), a déclenché en début de semaine une polémique en comparant le président George W. Bush au chancelier Adolf Hitler. Il soutient cette comparaison en se référant aux modifications du fonctionnement du Sénat actuellement entreprises par M. Bush et qui, selon lui, vont lui permettre de remplir les tribunaux de juges d'extrême-droite. En effet, explique-t-il, en plus d'un discours diplomatique très « pacifiste » et « pro-démocratie », *« Hitler n'a jamais renoncé à se parer de la légalité, il percevait la valeur psychologique du fait d'avoir la loi de son côté. A la place, il retournait les lois et rendait l'illégalité légale. »*

Le discours de Beyrouth

Hassan Nasrallah : « Vive le Liban uni ! »

Nous reproduisons le discours prononcé par Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, à l'occasion de la manifestation unitaire pour le Liban, qui a rassemblé un million et demi de Libanais à Beyrouth, le 7 mars 2005. Le cheikh redit la reconnaissance des Libanais aux Syriens pour les avoir protégés de l'invasion israélienne, et leur solidarité avec les réfugiés palestiniens. Il rappelle que la paix est revenue sur la base des accords de Taëf et que ceux-ci ne peuvent être remis en cause par la résolution 1559 sans ramener la guerre. Enfin, il en appelle à la France et demande à Jacques Chirac de soutenir le peuple libanais comme il l'a toujours fait.

Hassan Nasrallah à la tribune lors de la manifestation unitaire du 7 mars 2005

Mesdames et Messieurs

Je m'adresse à vous aujourd'hui qui patientez depuis de longues heures, vous qui venez de loin et qui supportez beaucoup de difficultés. Je vous remercie infiniment pour votre présence et votre soutien aux appels de vos frères, les secrétaires généraux et les présidents des partis et forces politiques libanaises. Et je vous remercie d'exprimer vos opinions sur ce qui se passe dans ce pays et

dans cette communauté.

Nous, représentants des forces et partis politiques, quand nous vous avons envoyé l'appel pour participer à cette manifestation, n'avions aucun doute sur le fait que vous y répondriez, parce que vous étiez, et cela pendant plusieurs années, sur les champs du sacrifice et de la lutte. Il y a parmi vous des familles de martyrs, il y a d'anciens prisonniers et leurs familles, il y a aussi parmi vous des familles des soldats de l'armée qui ont donné ce qu'ils avaient de plus cher sur les champs de bataille pour la dignité du Liban, son unité, sa liberté, sa souveraineté, son indépendance et son identité arabe.

Vous, qui avez répondu à cet appel en venant de toutes les régions du Liban, de toutes les communautés et de toutes les catégories sociales. C'est vous qui décidez aujourd'hui du destin de votre pays. Votre foule immense représente la preuve de la clarté, face au doute inutile. Votre présence est un salut pour le monde entier qui vous regarde. Et moi, qui fait partie de ce monde-là, je commence d'abord en posant la question à nos partenaires dans ce pays et à ceux qui nous regardent de l'extérieur : Ces centaines de milliers de personnes sont-elles toutes des marionnettes ? Cette foule, est-t-elle un groupe d'agents des services secrets syriens et libanais ? C'est honteux de parler ainsi de son peuple et de ses partenaires, en utilisant un langage d'accusation et d'humiliation.

Hommage à la Syrie

J'appelle chacun à dépasser ce langage et cette terminologie d'humiliation à l'égard de qui que ce soit dans ce pays. Nous vivons dans un pays libre et démocratique, et chacun de nous peut s'exprimer, mais dans les limites de la politesse et du savoir-vivre. Ce qui a été dit dans les rues en utilisant des insultes est inacceptable. Je tiens à dire à tous ceux qui nous regardent à la télévision et je le dis également au peuple syrien et à ses gouvernants : « Nous, le peuple libanais, nous sommes des gens de fidélité et de politesse, et nous vous demandons de nous excuser pour ces insultes ».

Nous nous rencontrons aujourd'hui ici avec les objectifs qui ont été annoncés pendant la conférence de presse, et dont le premier est de remercier la Syrie d'Hafez Al-Assad, la Syrie de Bachar Al-Assad, la Syrie de son peuple courageux et solide, la Syrie de l'armée arabe résistante qui était toujours avec nous pendant les années de défense et de lutte. Nous nous rassemblons aujourd'hui pour rappeler au monde et rappeler aussi à nos partenaires réunis sur la place des martyrs, que cette place où nous sommes assemblés et la place où vous êtes assemblés ont été détruites par Israël et par les guerres antérieures, et que c'est la Syrie qui a rendu la sécurité à ces lieux et qui les a unifiés de nouveau, grâce à ses soldats.

C'est Sharon qui a détruit Beyrouth, et c'est Hafez Al-Assad qui l'a protégée. Nous sommes un peuple reconnaissant, et s'il y a quelqu'un qui ne reconnaît pas le Bien, alors nous le considérons comme se plaçant hors de l'attitude commune aux Libanais.

À la Syrie, nous disons ce qu'a dit son président, Bachar Al-Assad : « *Au Liban, ta présence n'est pas que matérielle, militaire, tu es présente dans les esprits,*

dans les cœurs, au présent et au futur », et je proclame devant vous que personne ne pourra retirer la Syrie ni du Liban, ni de son esprit, ni de son cœur et ni de son avenir.

Respect des accords de Taëf

Ici, nous sommes d'accords avec toutes les décisions du Conseil supérieur syro-libanais réuni hier, et nous confirmons que toute planification du redéploiement ou du retrait syrien du Liban doivent être faits uniquement dans le cadre de l'accord de Taëf. Nous sommes venus aujourd'hui pour dire au monde que nous refusons la résolution 1559. Celui qui accepte la position que le redéploiement ou le retrait syrien soient effectués selon les termes de l'accord de Taëf, nous sommes d'accord avec lui. Mais celui qui insiste sur la résolution 1559, nous considérons qu'il rejette par le fait même l'accord de Taëf, il rejette le consensus national, il piétine le sang du martyr Rafic Hariri, ses conseils et il rejette en fin de compte les bases sur lesquelles le Liban s'est sorti de sa catastrophique guerre civile.

Nous confirmons aussi que seuls l'accord de Taëf, la volonté des deux gouvernements libanais et syrien ainsi que leurs intérêts, constituent la plateforme qui doit encadrer la présence militaire syrienne, et non pas toutes sortes de pressions internationales ou de *diktat* étrangers visant à donner des avantages à Israël.

Manifestation du 7 mars 2005 à Beyrouth

Hommage à Rafic Hariri

(...) Nous, qui nous rassemblons aujourd'hui, réaffirmons notre condamnation du crime catastrophique que fut l'assassinat du président Rafic Hariri et de ses amis et concitoyens. Nous présentons nos condoléances à sa famille en disant que nous tous, voulons connaître la vérité, car la vérité, si elle s'affiche, va protéger le Liban et la Syrie. Et nous éviterons ainsi la discorde qui nous menace. La vérité sur l'assassinat contribuera également à rassurer les esprits de tous. Aujourd'hui, de cette place, nous appelons chacun à cesser d'exploiter cette affaire à des fins politiciennes, car c'est une affaire nationale qui concerne tous les Libanais, et nous pensons que la famille Hariri est plus qu'une simple

famille ou un simple courant. Aujourd'hui, la famille Hariri vit dans les cœurs de tous les Libanais, car cette famille a donné son sang, et nous connaissons la valeur de sang. Donc sortons cette famille et ce sang du terrain des enjeux politiciens. Nous voulons tous connaître la vérité, sans aucun doute, absolument (...).

Propositions

Pour sortir de cette crise, nous proposons les points suivants :

Des consultations entre les députés doivent commencer dès demain dans un esprit de responsabilité, et nous appelons à donner à une des principales personnalités politiques la tâche de former le nouveau gouvernement.
Nous appelons le président chargé de former le gouvernement au nom de tous les partis politiques libanais, à former un gouvernement d'unité nationale, et, si l'opposition s'y oppose, nous leur disons qu'un gouvernement neutre n'a pas de sens au Liban.
Le pays passe en ce moment par une période critique, et il a besoin d'un gouvernement responsable qui gère le pays en prenant en compte tous ses intérêts, politiques, sécuritaires, financiers et économiques. Le pays s'attend à des élections et nous ne pouvons en aucun cas vivre dans une situation de vide juridique.
Le pays a besoin d'un gouvernement qui mène l'enquête sur l'assassinat de notre martyre Rafic Hariri.
Si l'opposition refuse la formation d'un gouvernement d'unité nationale, alors allons à la table des négociations, mais personne ne peut parler de dialogue tant qu'on se cantonne aux salons du « Bristol », d'« Aïn Tina » et de la « troisième force ». Quand est-ce qu'on réunira tous les Libanais autour de la même table de négociations ?
Après le discours du président Bachar Al-Assad et après ce rassemblement, j'appelle chacun à la raison et à revoir sa tactique et sa stratégie. Je dis également à l'opposition : si vous rentrez au gouvernement, participez aux discussions avec toutes les forces, et sinon, venez sur une autre proposition de rencontre et de dialogue pour que nous examinions ensemble nos problèmes et nos difficultés.
Les sujets qui nous semblent très importants à aborder après la rencontre du Conseil supérieur libano-syrien sont ceux qui consistent à vérifier l'application exacte de tous les articles de l'accord de Taëf, et il ne doit y avoir aucun recul sur aucun article, avec la création des comités visant à poursuivre et à discuter chaque article et leur mise en application.

Chers frères, si nous arrivons ensemble à des conclusions communes, je vous assure que la Syrie respectera notre choix.

Solidarité avec les réfugiés palestiniens

Chers frères, chères sœurs, je répète notre refus de la résolution 1559. Protégeons la Résistance, le choix de la Résistance, le fonctionnement de la Résistance et l'arme de la Résistance. Refusons la domiciliation sur la base d'un principe raciste, car nos frères palestiniens qui résident au Liban sont nos familles et nos cœurs. Opposons à ce projet une bonne alternative : le retour des

Palestiniens dans leur pays, dans leurs maisons et leurs fermes. La domiciliation ne servirait qu'Israël, la domiciliation est une offre faite en faveur d'Israël.

Refus de l'ingérence états-unienne

Nous sommes là aujourd'hui pour protéger le projet de l'État et la paix civile, et pour arrêter toute forme de désordre dans ce pays. Quelque-uns ont compté sur le désordre dans le pays, et je dois rappeler : la paix au Liban est de notre responsabilité à tous et correspond à notre intérêt à tous, elle représente la ligne rouge que nous ne devons pas dépasser.

Je dois dire rapidement aussi quelques mots à nos partenaires dans ce pays : Venez au dialogue. Je dis en direction de l'intérieur et de l'extérieur : le Liban constitue un cas unique, le Liban n'est pas la Somalie, et, si vous pensez à une intervention étrangère, le Liban n'est pas l'Ukraine, le Liban n'est la Géorgie non plus. Le Liban constitue un cas unique dans le monde, et celui qui pense qu'il est possible de placer le Liban dans la liste de ses objectifs, par le biais de manifestations, de paroles et en exhibant des châles autour du cou, il se trompe.

Adresse au président Jacques Chirac

Le Liban ne peut pas se construire sans la participation de tous ses citoyens, sans leur accord et leur dialogue, et là je me dois franchement de dire ceci : personne n'a le droit d'imposer son choix à l'autre, ni verbalement ni par les armes. Ce pays, s'il perd sa capacité au dialogue, se détruira, voilà le premier mot destiné à nos partenaires. Et voilà un deuxième mot, destiné à la France, en la personne de son président, Monsieur Chirac : Vous aimez le Liban et vous défendez le Liban, et au cours des années précédentes, vous avez visité le Liban à plusieurs reprises. Nous savons l'importance que vous accordez au Liban. Donc si, Excellence, vous êtes vraiment inquiet pour la liberté au Liban et pour la démocratie au Liban, alors vous devez regarder avec vos propres yeux : ces gens présents ici aujourd'hui, ne sont-ils pas des citoyens du Liban que vous aimez ? Ces Libanais vous disent que nous voulons préserver nos excellentes relations historiques avec la Syrie, ils vous disent que nous sommes attachés à la résistance et au droit de retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres, ils vous disent : nous refusons la résolution 1559. Ils vous invitent donc à partir d'une position démocratique et par le biais de ces manifestations, à renoncer à votre soutien à une résolution qui ne rencontre aucune popularité au Liban. N'est-ce pas là la démocratie, telle qu'elle est soutenue en Occident ? Si la démocratie veut dire le gouvernement de la majorité, alors si la majorité refuse la résolution 1559, et si la démocratie veut dire l'accord de la majorité, alors où se trouve l'accord en faveur de cette résolution ? J'appelle la France et son président à réviser sa position à partir de son attachement pour le Liban.

Adresse au général Ariel Sharon

(...) [Général Sharon], cessez de cultiver vos espoirs et rejetez vos rêves au Liban. Il n'y a pas de place pour vous ici. En 1982, vous étiez au sommet et nous, nous sortions de l'horreur. Nous avons résisté et nous avons donné du sang malgré tout, et nous vous avons vaincu. Et aujourd'hui, en tant que

Libanais unifiés et remplis de la volonté et de l'esprit de notre résistance, nous sommes plus forts que jamais. Vous les Israéliens, vous serez abattus par nos frères palestiniens qui luttent avec des mains nues. Ce que vous n'avez pas pu avoir par la guerre, vous ne l'aurez jamais par la politique.

Vive le Liban uni !

(...) Le dernier mot est à vous chers frères. Nous nous sommes rencontrés venus de toutes les régions du Liban, de tous les partis et confessions pour dire clairement : nous refusons la division du Liban, nous luttons pour un Liban uni et solide et nous crions ensemble : « *Vive le Liban uni !* ».

(...) Nous arrêtons là, pour laisser les gens vivre leur quotidien, mais notre mobilisation ne se terminera pas, car nous nous rencontrerons tous les deux ou trois jours, dans différentes villes libanaises, pour manifester notre position en faveur de la coopération de toutes les forces libanaises.
Je vous renouvelle mes remerciements infinis, chers amis fidèles.
Vive le Liban ! Vive la résistance ! Et Vive la Syrie !
Et la paix de Dieu sur vous tous !

Traduction Toufic Helali pour Réseau Voltaire.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

FOCUS

John Bolton, un démolisseur à l'ONU

Analyse

La nomination de John Bolton comme ambassadeur des États-Unis à l'ONU a suscité la consternation et l'inquiétude dans les chancelleries étrangères et les applaudissements de l'extrême droite états-unienne.
Pour le démocrate Sidney Blumenthal, dans le *Guardian*, il n'y a guère de doute sur la mission de M. Bolton : éliminer Mohammed ElBaradei de la direction de l'Agence internationale de l'énergie atomique et forcer l'ONU à valider les prochaines aventures militaires en Iran, Syrie et Corée du Nord. À l'autre bout de l'échiquier, le républicain Nile Gardiner se réjouit, dans le *Boston Globe* et l'*International Herald Tribune*, de ce que M. Bolton va « secouer » la Commission des Droits de l'homme de Genève (c'est-à-dire dispenser les États-Unis de toute critique) et « réformer » l'ONU (c'est-à-dire non pas ajouter des membres au Conseil de sécurité, mais y maintenir les seuls USA).

Nir Boms et Reza Bulorchi s'indignent dans le *Washington Times* du soutien français à l'Iran. Ils en veulent pour preuve l'interdiction à Paris d'un meeting des Moujahidines du peuple. Pourtant cette organisation, désormais instrumentalisée par le Pentagone, est considérée comme terroriste par le département d'État. Pour lutter contre le terrorisme iranien, qui a cessé depuis longtemps, la France devrait donc soutenir le terrorisme états-unien.

Michael Scheuer, chef de division à la CIA contraint de démissionner après avoir publié sa critique de la manière dont l'administration Bush lutte contre le terrorisme, prend la défense de ses collègues dans le *New York Times*. Les bonnes âmes s'indignent en effet de la pratique désormais courante de l'extradition de prisonniers vers des États recourrant à la torture de manière à les « interroger » en toute légalité. L'agent Scheuer souligne que ces méthodes

sont anciennes. Elles ont déjà été utilisées sous Bill Clinton et se sont avérées efficaces. Si des responsables doivent être blâmés, ce sont les présidents qui les ont ordonnées et non les agents qui leur ont obéis.
On aurait aussi pu considérer, comme l'a fait le tribunal de Nüremberg face à des cas de même nature, que les dirigeants politiques sont les premiers responsables et que les exécutants sont leurs complices. Au passage, on aura appris de la plume même de l'ancien chef de l'unité anti-Ben Laden que la plupart des renseignements sur Al Qaïda ont été obtenus sous la torture, avec le degré de fiabilité de ce type de méthodes.

Le cinéaste Andreï Mikhalkov-Konchalovsky s'interroge, dans *Argumenty i fakty*, sur les projets de transposition dans le monde entier d'un unique modèle économique et politique. Cela a échoué en Afghanistan et en Irak, il n'y a aucune raison pour que cela réussisse en Russie. Pour lui, on ne peut faire abstraction des cultures, y compris dans ce qu'elles ont d'archaïques. l'Europe est divisée en deux parties selon une ligne de fracture qui correspond à la division catholicisme/orthodoxie. Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, cette réalité se rappellera toujours à nous.
Les spécificités du monde russe sont également au cœur du texte de Padma Desai, dans *Die Welt*. Cette ancienne collaboratrice du ministère des Finances russes sous l'ère Eltsine, et chercheuse au Council on Foreign Relations, estime que les attaques contre la politique de Vladimir V. Poutine ne tiennent pas compte des spécificités et de l'histoire récente de la Russie ; un point de vue rare dans la presse occidental.

Dans le *Daily Star*, Ghassan Khatib, ministre palestinien du Travail, s'arme de patience pour expliquer des évidences difficiles à admettre. C'est parce que les Palestiniens et les Israéliens s'accusent mutuellement d'être à l'origine de la violence qu'aucun cessez-le-feu n'est possible, chacun étant persuadé qu'il doit agir pour se défendre. Comme le stipule la « feuille de route », il faut d'abord faire baisser la tension avec des gestes concrets d'apaisement de part et d'autres. Les Palestiniens ne peuvent renoncer à la violence des attentats, si les Israéliens ne renoncent pas à la violence de l'occupation. Ils doivent donc stopper l'extension des colonies et laisser la communauté internationale soutenir l'économie palestinienne.

Réseau Voltaire

Sidney Blumenthal

Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon.Com.

« L'ennemi intérieur »

Source : The Guardian
Référence : « The enemy within », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 10 mars 2005.

En plein recompte des voix en Floride en 2000, un homme moustachu est entré dans le bureau de vote du conté de Dade-Miami et, tel John Wayne entrant dans un saloon, a déclaré « Je suis avec l'équipe Bush-Cheney et je suis là pour arrêter ce décompte ». C'était John Bolton et les bulletins ne furent effectivement jamais recomptés.

Aujourd'hui, il a été nommé par George W. Bush au poste d'ambassadeur à l'ONU. C'est pourtant lui qui a déclaré : « si je devais refaire le Conseil de sécurité de l'ONU, il n'y aurait qu'un seul membre permanent parce que c'est le vrai reflet de la distribution du pouvoir dans le monde ». En tant que sous-secrétaire d'État au contrôle des armes, il a saboté toute la diplomatie mondiale sur le contrôle des armes et la non-prolifération. Bush l'a nommé à un poste où il pourrait poursuivre sa croisade après que Condoleezza Rice ait refusé qu'il soit nommé au département d'État pour ne pas voir saper son autorité. Rice a annoncé la nomination de Bolton à l'ONU afin de marquer symboliquement un rapport hiérarchique qui n'existera pas en réalité compte tenu des amitiés de Bolton et des soutiens dont il dispose.

Il a commencé sa carrière avec le sénateur Jesse Helms, le réactionnaire le plus puissant du Congrès. Ce dernier a déclaré de Bolton qu'il était « le type d'homme à côté de qui il voulait se trouver lors de l'Armagedon ». Il est souvent décrit comme un néo-conservateur, mais ce n'est pas le cas. Il est juste leur allié. C'est un réactionnaire du Sud classique et il n'a aucune inspiration trotskiste.

Au département d'État, il était l'ennemi interne de Colin Powell et il s'est employé à saper les systèmes internationaux de contrôle des armements. Déjà en 1998, il était l'artisan du refus états-unien de la Cour criminelle internationale et il a décrit l'envoi de la lettre de refus à Kofi Annan comme le plus beau jour de sa carrière.

Son action a poussé l'Iran et la Corée du Nord à chercher à acquérir la bombe nucléaire et sa réaction a été de pousser au renvoi de Mohammed ElBaradeï de la tête de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA). Aujourd'hui, il veut convaincre le monde que la Syrie et Cuba ont des armes de destruction massive.

Comme ses alliés néo-conservateurs, pour lui, la fin justifie les moyens. Mais lui ne s'embarrasse pas d'un discours pro-démocratique.

Nile Gardiner

Nile Gardiner, est chercheur en politique de sécurité anglo-américaine au Kathryn and Shelby Cullom Davis Institute for International Studies de l'Heritage Foundation. Il fut conseiller de Margaret Thatcher lorsqu'elle était Premier ministre et rédigea pour elle son dernier livre.

« Pourquoi Bolton sera bon pour l'ONU »

Source : International Herald Tribune
, The Boston Globe
Référence : « Why Bolton will be good for the UN », par Nile Gardiner, *Boston Globe*, 9 mars 2005.
« The UN : Bolton is a force for good », *International Herald Tribune*, 10 mars 2005.

La nomination de John Bolton à l'ONU ne pouvait pas advenir à un moment plus central pour l'organisation, prise dans une crise profonde. Bolton ne gagnera pas un concours de popularité au siège de New York, mais il connaît cette organisation et il y défendra l'intérêt national états-unien, qui consiste à exiger de la transparence et de la responsabilité à la tête de cette organisation.
La nomination de Bolton ne doit pas être vue comme une gifle au visage de l'ONU, mais comme une marque de l'importance que l'administration Bush attache à la réforme de la plus grande institution multilatérale. Sa nomination est la reconnaissance de la nécessité d'une direction américaine forte à l'ONU.
Son parcours dans trois administrations états-uniennes différentes en font quelqu'un de reconnu. Il a du poids au Congrès et ses idées sont en phase avec ce qui se dégage aujourd'hui au Congrès en faveur de la responsabilité de l'ONU.
La nomination d'une figure comme Bolton à ce poste est le signe que l'ONU est centrale pour les États-Unis. En effet, dans les années à venir, elle devra prendre des décisions importantes concernant l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord. Bolton devra également travailler sur la question du génocide au Darfour et secouer la Commission des Droits de l'homme.
Cette nomination devrait donc réjouir tout ceux qui veulent une vraie réforme de l'ONU.

Nir Boms, Reza Bulorchi

Ancien fonctionnaire à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, Nir Boms est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies et membre du Council for Democracy and Tolerance de Tashbih Sayyed du cabinet Benador Associates. Il est vice-président du Centre for Freedom in the Middle

« La French Connection »

Source : Washington Times
Référence : « The French connection », par Nir Boms et Reza Bulorchi, *Washington Times*, 11 mars 2005.

Alors que Washington étudie un possible soutien à la proposition européenne de commerce avec l'Iran, des révélations troublantes sont apparues concernant le programme nucléaire de Téhéran. L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) a annoncé qu'on lui avait refusé l'accès à la base militaire de Parchin et *Associated Press* a affirmé que l'Iran avait commencé à construire un

East .

Reza Bulorchi est le directeur exécutif de l'US Alliance for Democratic Iran, une organisation membre du Centre for Freedom in the Middle East .

réacteur à eau lourde. La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne poursuivent pourtant leur futile politique d'apaisement.
Toutefois, l'entente des trois grands européens se disloque. D'après un responsable iranien interrogé par le *Financial Times*, la France est « ouverte et compréhensive », l'Allemagne « confuse » et la Grande Bretagne s'éloignerait depuis une vingtaine de jours. En fait, Paris est le principal soutien de l'Iran dans l'Union européenne. Alors que W. Bush, dans son discours sur l'état de l'Union, promettait de soutenir les dissidents iraniens, Paris interdisait l'organisation d'une manifestation à Paris contre le régime des mollahs. La France, pays de la révolution et des Lumières, est devenu le berceau de l'apaisement vis-à-vis des religieux iraniens et refuse de déclarer le Hezbollah comme une organisation terroriste.
En fait, l'Iran est le dernier pays de la région où Paris garde une influence après avoir perdu l'Irak au profit de Washington et le Liban au profit de Damas. La manifestation de Paris devait être organisée à Berlin. Mais finalement, sous la pression de la France et de l'Iran, l'Allemagne l'a aussi interdite.

Michael Scheuer

Ancien responsable de la CIA, récemment démissionnaire, Michael Scheuer a dirigé la traque de Ben Laden pour cette agence entre 1996 et 1999. Il a signé sous le pseudonyme « *Anonymous* » le livre *Imperial Hubris*.

« Un transfert judicieux »

Source : New York Times
Référence : « A Fine Rendition », par Michael Scheuer, *New York Times*, 11 mars 2005.

Alors que le Congrès et les médias geignent à propos des programmes de « transfert » de la CIA, qui consistent à envoyer des détenus en prison et en interrogatoire dans un pays tiers, il est temps de se pencher sur la vraie question en jeu.
Page 127 de son rapport, la Commission d'enquête sur le 11 septembre rend compte d'une conversation entre Samuel Berger et Richard Clarke en 1998 concernant la capture d'un lieutenant de Ben Laden et d'une série d'arrestations de membres d'Al Qaïda. Pour les deux responsables, il était évident que c'était le système des transferts qui avait permis ces arrestations. Cela signifie tout d'abord que la CIA obéit aux ordres de la Maison-Blanche depuis 1998 et que ces ordres sont passés dans les mains de nombreux juristes qui n'ont rien trouvé à y redire.
J'ai dirigé ce programme pendant 40 mois et en 22 ans de carrière, je n'ai jamais vu un système recevoir plus d'intérêt et plus de louange de la part du personnel politique. Pourtant, nous avons toujours prévenu les responsables politiques : nous envoyons des prisonniers dans des pays où les règles de détention et les règles légales ne sont pas les mêmes que les nôtres. La CIA a obéis aux ordres de l'exécutif. Ce sont le National Security Council et les présidents Bill Clinton et George W. Bush qui ont pris les décisions.
Selon moi, cette décision était la bonne. Ce programme a permis de grands succès et si certaines erreurs ont été commises, il faut les corriger. Ce n'est cependant pas à la CIA, qui exécutait les ordres, d'en payer le prix.

Andreï Mikhalkov-Konchalovsky

Andreï Mikhalkov-Konchalovsky est l'un des réalisateurs russes les plus célèbres. Il a reçu le Prix spécial du Jury à Cannes en 1979 pour son film *Sibériade*.

« Une économie étrangère ne résistera pas à notre culture »

Source : Argoumenty i Fakty
Référence : « ••••• ••••••••• •••••••• •• ••••• •••••••• », par Andreï Kontchalovski, *Argumenty i fakty*, 9 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le rideau de fer entre l'Est et l'Ouest suit la ligne qui sépare le catholicisme de l'orthodoxie, ce sont deux conceptions millénaires mais différentes. En Europe à partir du XIe siècle sont apparus les guildes, les syndicats, l'indépendance, la société civile. La Russie n'a pas fait autant de chemin historiquement, c'est pourquoi il ne faut pas prendre ses désirs pour des réalités. Il ne s'agit pas de savoir qui est contre ou qui est pour, mais de choisir entre ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Il n'est pas possible de vivre ici comme en Europe, celui qui veut vivre comme en Europe n'a qu'à y aller.

Les lois économiques ne peuvent rien contre la tradition. L'Irak, l'Afghanistan et l'Ukraine vont bientôt connaître de sérieux problèmes dus au choc entre les cultures traditionnelles et les lois étrangères que l'on essaye de leur imposer. Il n'y a pas de fatalité historique, il faut fixer des objectifs réalistes. On peut vivre aussi bien dans une société sans démocratie, il n'y a pas de rapport entre la quantité de pauvres dans un pays et le degré de liberté démocratique de ce pays. Notre pays est richissime, mais les gens ne respectent pas l'argent, ils ne supportent pas les riches, ils ne veulent pas être riches, ils travaillent mal et vivent de bouts de ficelles. Ils n'ont besoin de rien ! Il faut faire une analyse culturelle pour comprendre comment lui inculquer la notion de travail.

Le gouvernement devrait s'investir plus dans l'éducation. En ce moment, la télévision n'est contrôlée que sur le plan de la publicité politique, pour le reste tout est permis, contre de l'argent on peut commander n'importe quel programme. Le gouvernement actuel fait beaucoup de bonnes choses malgré ses quelques erreurs, il s'occupe de la dette, le pétrole ne remplit plus les poches privées, les oligarques vont payer des impôts et arrêter de se mêler de politique. Nous connaissons une certaine stabilité, la consolidation de la verticale du pouvoir en cours est indispensable. Aux États-Unis, la censure est très forte. Pour que la société soit solidaire, il faudrait que chacun prenne conscience de sa valeur pour la collectivité, ce qui est impossible pour le petit paysan. Nous vivons dans une société d'enfants, mais il est possible de transformer une nation entière, Atatürk l'a fait pour la Turquie. Il a construit un État bourgeois malgré une grosse opposition fondamentaliste. Il faudrait commencer par distribuer dans les écoles un fascicule pour apprendre à respecter l'argent et informer sur la responsabilité individuelle. Il ne faut pas nécessairement avoir peur de l'autorité. Vous pensez que si on propose de rétablir la censure et certaines interdictions en échange de 3 000 $ mensuels, de garanties sociales et de toilettes propres les gens refuseront ? J'en doute.

Padma Desai

Padma Desai est membre du Council on Foreign Relations, et présidente de l' Association for Comparative Economic Studies. Elle a été conseillère du ministère des Finances russe en 1995. Elle a écrit de nombreux livres sur la Russie et collabore régulièrement avec le *New York Times*, le *Financial Times*, et le *Wall Street Journal*.

« Donnez une chance à Poutine »

Source : Die Welt
Référence : « Gebt Putin eine Chance », par Padma Desai, *Die Welt*, 9 mars 2005.

Les mesures récentes du président russe ont déclenché une *blitzkrieg* médiatique en règle à l'ouest et même en Allemagne. D'après les critiques, Poutine compromet le développement de la Russie vers un État libéral et revient sur les progrès faits du temps de Eltsine en matière de propriété privée et de liberté de la presse. C'est injuste et le chancellier Schröder, qui est proche de Poutine semble très bien le savoir. Poutine a hérité d'un pays mal en point, l'aire économique russe n'était pas homogène, à cause de la quantité énorme de barrières administratives régionales. Le président a réglementé les investissements, l'insolvabilité et la fiscalisation, les impôts ont été diminués et une réforme judiciaire est en cours. Toutes ces lois sont orientées vers les normes internationales.

Cela présente quelques difficultés sur le plan régional, d'après German Gref, ministre du Commerce, les oligarques ont utilisé leur pouvoir financier pour contrôler des élus, des juges et des médias dans les régions. Mikhaïl Khodorkhovski a ainsi essayé de saboter la nouvelle donne législative au niveau fédéral, il lui aurait déclaré un jour ; « je suis désolé, mais soit tu retires cette loi, soit tu perds ton poste, tu as le choix ». La tragédie de Beslan a aussi fragilisé l'intégrité de la Russie en tant qu'État fédéral. Cette action chaotique et insensée a montré à Poutine combien le combat anti-terroriste nécessite une structure décisionnelle efficace entre l'État et les régions. La menace est venue de l'islamisme fondamental, ce mélange ethno-religieux qui anime les petits États à majorité musulmane du Caucase. Les gouverneurs eux étaient déjà nommés par Eltsine jusqu'en 1995.

Durant la présidence de Eltsine, les médias ont cherché auprès de l'État et des oligarques un financement qui a fait d'eux des machines de propagande au lieu de sources d'information indépendante. Poutine en a mis quelques uns sous contrôle de l'État et a régulé le prix de la publicité pour obtenir plus de transparence. Les entreprises aussi ont revu leurs pratiques comptables. Ce que les Russes retiennent de cette consolidation de l'autorité politique ? Les sondages montrent qu'il est toujours soutenu par la majorité de la population. Des structures libérales vont émerger dans ce pays immense et chaotique quand la phase de consolidation du pouvoir sera terminée. C'est dans cette optique que les relations germano-russes doivent continuer.

Ghassan Khatib

Analyste politique et ancien ministre du Travail de l'Autorité palestinienne, Ghassan Khatib est ministre palestinien du Plan. Il est co-rédacteur en chef avec Yossi Alpher de de Bitterlemons.Org et de Bitterlemons-International.Org. Il est ministre du Travail de l'Autorité Nationale Palestinienne.

« Pour que le cessez-le-feu dure, la « feuille de route » doit être appliquée »

Source : Daily Star
Référence : « For the cease-fire to last, the 'road map' must be implemented », par Ghassan Khatib, *Daily Star*, 11 mars 2005.

La meilleure façon de savoir ce qui est nécessaire pour maintenir et consolider le cessez-le-feu entre Israéliens et Palestiniens, c'est de comprendre les causes de la violence. Pour les Palestiniens, la cause de la violence est l'occupation israélienne ; pour les Israéliens, c'est le contraire : l'occupation n'existe que pour faire cesser la violence qui se développerait sans elle. Il faut ajouter que chaque acte israélien visant à consolider et maintenir l'occupation est un acte de violence. Prenez par exemple, l'extension des colonies, elle se fonde sur des expulsions violentes et des confiscations de terre. Outre la violence, ces mesures ont une dimension négative sur l'économie palestinienne.

Pour mettre fin à la violence, il est vital que les Palestiniens voient la fin des activités israéliennes leur nuisant. Cela rendra le temps des négociations acceptable. Par contre, si ce temps est utilisé par Israël pour étendre des colonies, le cessez-le-feu ne durera pas longtemps. Il y a un autre facteur significatif qui produit de la violence : la corrélation entre le désespoir économique et la montée des extrémismes. Les problèmes économiques engendrés par l'occupation ont des contrecoups politiques. La réponse israélienne à la violence passant par des sanctions économiques ne fait qu'attiser la violence.

La première étape de la « feuille de route » se divisait en trois phases : un cessez-le-feu, un soutien à l'économie palestinienne, la fin de l'extension des colonies. Sans les deux derniers points, le premier échouera.